

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 15 décembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 21/11/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

EYREIN INDUSTRIE

**ZI LES CHAMPS DE BRACH
19800 Eyrein**

Références : 2025-12-15 UiD192025-0133r georisques

Code AIOT : 0100283151

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 21/11/2025 dans l'établissement EYREIN INDUSTRIE implanté ZA Les champs de Brach - 19800 EYREIN. L'inspection a été annoncée le 20/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- EYREIN INDUSTRIE
- ZA Les champs de Brach -- 19800 EYREIN
- Code AIOT : 0100283151
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exerce principalement une activité de stockage des produits finis issus du site exploité par la société EYREIN sur le site de la ZI Croix St Pierre à Eyrein.

Suite à la télédéclaration réalisée par l'exploitant le 26/12/2024, le site relève ainsi du régime de la déclaration au titre de la rubrique 4510, pour un volume maximum de produits stockés égal à 95 tonnes.

L'installation est ainsi soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R.512-55 à R.512-60 du Code de l'environnement.

Outre le Code de l'environnement, l'acte administratif précité et l'arrêté ministériel du 23/12/1998 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous " l'une ou plusieurs des rubriques nos 4510, 4741 ou 4745 " ont servi de référentiels pour l'inspection.

Thèmes de l'inspection :

- Situation administrative
- Contrôle périodique
- Risque incendie
- Conditions de stockage

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 1.4	Demande d'action corrective	1 mois
2	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 21/11/2025, article R. 512-58	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
3	Contrôle de l'accès au site	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.2	Demande d'action corrective	3 mois
4	Registre entrée/sortie des produits dangereux	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
5	Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 2.10	Demande d'action corrective	2 mois
6	Maintenance des installations électriques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.6	Demande d'action corrective	2 mois
8	Protection contre le risque incendie	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 4.2	Demande d'action corrective	7 jours
9	Localisation des risques	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 4.3	Demande d'action corrective	7 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
7	Comportement au feu des bâtiments	Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 2.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

D'une manière générale, le site apparaît propre et bien tenu et les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 décembre 1998 sont globalement respectées. Quelques justificatifs et actions correctives sont attendus.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 1.4
Thème(s) : Autre, Mise à disposition du dossier d'installation classée
Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour ;- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ;- les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits,- les rapports des visites,- les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe. Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique.
Constats : L'exploitant, le 26/12/2024, a réalisé une télédéclaration au titre de la rubrique 4510, pour un volume maximum de produits stockés égal à 95 tonnes. Interrogé sur un éventuel classement au titre de la rubrique 1510, l'exploitant a indiqué avoir réalisé un audit le 10/11/2025 afin d'estimer le poids des matières combustibles stockées au sein de l'entrepôt dont la capacité est supérieure à 5000 m ³ . Lors de cet audit, l'exploitant a ainsi recensé 350 tonnes de matières combustibles et s'assure de ne pas dépasser, eu égard à la typologie des produits stockés (palettes de bidons plastiques contenant des produits finis) et la configuration de l'entrepôt (faible hauteur sous plafond), le seuil des 500 tonnes qui conduirait, à défaut, à classer le bâtiment au titre de la rubrique 1510. Outre le classeur regroupant l'ensemble des contrôles périodiques de maintenance réalisés par l'exploitant, ce dernier a indiqué, lors de la présente inspection, ne pas disposer sur le site de dossier spécifique comportant les documents susmentionnés et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique. Ces derniers pourraient, pour certains, être consultés individuellement en version informatique mais aucune compilation de ces documents n'est réalisée et disponible en toutes circonstances.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant est invité à constituer sous 1 mois un dossier comportant a minima les documents suivants : <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour ;- la preuve de dépôt de la déclaration et les prescriptions générales ;

<ul style="list-style-type: none"> - les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, lorsqu'ils existent ; - les résultats des dernières mesures sur les effluents et les bruits, - les rapports des visites, - les autres documents prévus au titre des points suivants de la présente annexe. <p>Ce dossier est tenu à jour et mis à la disposition de l'inspection des installations classées, des services d'incendie et de secours et de l'organisme chargé du contrôle périodique.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/11/2025, article R. 512-58
Thème(s) : Situation administrative, Réalisation du contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] Le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service. [...]</p> <p>Article R. 512-59-1 du Code de l'environnement : Lorsque le rapport de visite mentionné à l'article R. 512-59 fait apparaître des non-conformités majeures telles que définies à l'article R. 512-58, l'exploitant adresse à l'organisme de contrôle par écrit et dans les trois mois qui suivent la réception du rapport de visite un échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour y remédier. Après avoir pris les dispositions nécessaires pour remédier à ces non-conformités et dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport de visite, l'exploitant adresse une demande écrite à l'organisme agréé qui a réalisé le contrôle initial pour que soit réalisé un contrôle complémentaire ne portant que sur les prescriptions dont la méconnaissance a entraîné des non-conformités majeures. Ce contrôle complémentaire est effectué au plus tard dans les deux mois qui suivent la date de la demande de l'exploitant. L'organisme agréé adresse à l'exploitant un rapport complémentaire à son rapport de visite initial dans un délai d'un mois après la visite. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant, lors de la présente inspection, a indiqué avoir fait réaliser le 1^{er} contrôle périodique de l'installation le 29/10/2025 par l'entreprise SOCOTEC.</p> <p>Le rapport en date du 3/11/2025 relève 2 non-conformités majeures et aucune autre non-conformité. Ces non-conformités majeures concernent 3 portes coupe-feu intérieures qui ne disposent pas de ferme-portes automatiques et qui ne présentent pas un degré coupe-feu 1h.</p>

Interrogé à ce sujet, l'exploitant a indiqué avoir fait réaliser, en préalable du contrôle susmentionné, un devis à la société RIOUX le 26/09/2025. Ce devis, transmis à l'Inspection par courriel du 28/11/2025, a été accepté par l'exploitant le 6/10/2025 et les nouvelles huisseries devraient être livrées au cours de la semaine 50 de l'année 2025.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'Inspection au plus tard le 3/02/2026, le courrier adressé à l'organisme de contrôle afin de lui communiquer l'échéancier des dispositions qu'il entend prendre pour remédier aux non-conformités majeures relevées ainsi que la date, lorsqu'elle sera établie, du contrôle périodique complémentaire qui devra être réalisé au plus tard dans un délai maximal d'un an à compter de la réception du rapport initial de l'organisme.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Contrôle de l'accès au site

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.2
Thème(s) : Autre, Accessibilité au site
Prescription contrôlée : Les personnes étrangères à l'établissement n'ont pas un accès libre à l'installation. De plus, en l'absence de personnel d'exploitation, cet accès est interdit aux personnes non autorisées (clôture, fermeture à clef, etc.).
Constats : Cf. partie confidentielle
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit, sous 3 mois, mettre en place un dispositif interdisant l'accès à l'établissement à toute personne étrangère à l'installation et transmettre à l'Inspection en suivant les éléments permettant de le justifier (photos, facture acquittée...).
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Registre entrée/sortie des produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.5
Thème(s) : Produits chimiques, Etat des stocks et plan général des stockages
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.
Constats : L'exploitant, lors de la partie bureau déroulée sur le site de ZAC de la Montane à Eyrein, a présenté à l'Inspection l'état des stocks actualisé à la date de la présente visite. Cet état des stocks a par ailleurs été transmis par courriel à l'Inspection le 28/11/2025. Cet état des stocks disponible en toutes circonstances en version informatique (avec sauvegarde instantanée sur un serveur en datacenter et sur une clé) indique la présence de : <ul style="list-style-type: none">- 47,435 t de produits classés 4510 (seuil minimum conduisant à relever du régime de l'autorisation ICPE et du Seuil Seveso bas : 100 t)- 22,117 t de produits classés 1630 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 100 t)- 234 kg de produits classés 4331 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 50 t)- absence de produits classés 4511 (seuil minimum conduisant à relever du régime de la déclaration ICPE : 100 t). Déclaré uniquement au titre de la rubrique 4510 pour le stockage de produits dangereux pour l'environnement au plus égal à 95 tonnes, cet état des stocks est conforme à la situation administrative déclarée par l'exploitant. De plus, l'exploitant a récemment intégré à son suivi des stocks le calcul issu de l'application de la règle de cumul SEVESO. Il apparaît néanmoins que ce calcul est surestimé du fait de l'addition, dans un même calcul, des résultats des 3 règles de cumul Sa, Sb et Sc. Le résultat de ce calcul, établi le jour de la présente visite et quand bien même il est surestimé, est égal à 0,47 au regard des seuils Seveso Bas applicables. Il est donc confirmé que le site ne relève pas de la Directive Seveso et donc de la rubrique 4001 de la nomenclature des ICPE. L'exploitant a par ailleurs indiqué sur son état des stocks les emplacements de chaque produit (allées et étagères), les mentions de dangers associées et leur état physique. Il a également précisé que cet état des stocks était actualisé a minima de façon journalière et qu'un inventaire tournant était réalisé tous les ans (au mois de juin/juillet). Il a néanmoins été constaté l'absence de plan des matières stockées précisant par analogie avec l'état des stocks, l'emplacement des allées référencées. Seul un plan général des installations indiquant les différentes zones de dangers a été élaboré et affiché au sein de l'entrepôt.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Afin de disposer en toutes circonstances d'une évaluation cohérente du statut de l'établissement au regard de la Directive SEVESO, l'exploitant doit ajuster, sous 1 mois, son tableau d'état des stocks afin d'y déployer l'application stricte de la règle de cumul SEVESO seuil bas présentée à l'article R.511-11-II du même Code (un calcul par somme Sa, Sb ou Sc).

Il doit par ailleurs intégrer dans son tableau d'état des stocks le seuil de 95 tonnes associé à la rubrique 4510 (correspondant au seuil déclaré par l'exploitant dans sa demande initiale) en lieu et place du seuil de 100 tonnes actuellement indiqué (correspondant au seuil minimum conduisant à relever du régime de l'autorisation ICPE).

L'exploitant transmet à ce titre à l'Inspection, sous 1 mois, l'état des stocks ainsi ajusté. Il transmet par ailleurs dans le même délai le plan général des stockages, intégrant au besoin, la répartition des allées telles que référencées sur l'état des stocks ou à défaut, la dénomination des différentes parties du bâtiment donnant lieu à une différenciation de dénomination dans le tableau de suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 2.10

Thème(s) : Produits chimiques, Rétentions

Prescription contrôlée :

Tout stockage comprenant des substances ou préparations liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir ;
- 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.

Les récipients fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. L'étanchéité des réservoirs est contrôlable.

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en condition normale.

Des réservoirs ou récipients contenant des produits susceptibles de réagir dangereusement ensemble ne sont pas associés à la même cuvette de rétention.

Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduelles.

<p>AM 23/12/1998 - Annexe I - article 2.9 Rétention des aires et locaux de travail</p> <p>Le sol des locaux et des aires de stockage ou de manipulation des produits dangereux pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche, inerte vis-à-vis des produits, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage, les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement ; pour cela un seuil surélevé par rapport au niveau du sol ou tout dispositif équivalent les sépare de l'extérieur ou d'autres aires ou locaux. Les produits recueillis sont de préférence récupérés et recyclés, ou en cas d'impossibilité traités conformément au point 5.7 et au titre 7.</p>
<p>Constats :</p> <p>La déclaration transmise le 26/12/2024 indique : « Site aménagé pour confiner un déversement accidentel et les eaux d'extinction d'incendie dans le bâtiment : longrine et seuils surélevés de 5 cm au niveau des ouvertures. Seul le local « poudre » n'est pas sur rétention. »</p> <p>Lors de la présente inspection, il a été constaté sur la zone de stockage la présence de seuil d'une hauteur de 4 voire 5 cm permettant ainsi de maintenir les eaux d'extinction et les produits répandus accidentellement en cas de sinistre. Il a par ailleurs été constaté la présence de boudins obturateurs à mettre en place au niveau des ouvertures ne disposant pas d'un seuil suffisant afin de contenir ces effluents. La typologie de ces boudins, à l'apparence très légère, ne semble pas être parfaitement adaptée pour obturer de façon efficiente les issues concernées. De plus, l'exploitant a par ailleurs indiqué ne pas disposer de dispositifs obturateurs au niveau de la bouche d'évacuation des eaux pluviales présente sur le quai de chargement/déchargement.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit, sous 2 mois, mettre à disposition de son personnel des dispositifs obturateurs afin de pouvoir confiner de façon opérationnelle et efficace les issues de son entrepôt ne disposant pas d'un seuil de 5 cm tel que défini dans sa déclaration en date du 26/12/2024 ainsi que le réseau d'eaux pluviales au niveau du quai extérieur de chargement/déchargement. Il transmet, à ce titre à l'Inspection dans ce même délai, les justificatifs associés.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 6 : Maintenance des installations électriques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 3.6</p>
<p>Thème(s) : Autre, Vérification périodique des installations électriques</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Toutes les installations électriques sont entretenues en bon état et sont contrôlées, après leur installation ou leur modification par une personne compétente. La périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications sont fixés, notamment par l'arrêté du 20 décembre 1988 relatif à la réglementation du travail ou par l'arrêté du 10 octobre 2000 fixant la périodicité, l'objet et l'étendue des vérifications des installations électriques au titre de la protection des travailleurs ainsi que le contenu des rapports relatifs auxdites vérifications.</p>

<p>Constats :</p> <p>Le site réalise des contrôles périodiques de ses installations électriques.</p> <p>Les certificats Q18 en date des 3/10/2024 et 26/11/2025, certifiant de l'absence de risque d'incendie et d'explosion et ne faisant mention d'aucune anomalie, ont été transmis à l'Inspection par courriel du 3/12/2025.</p> <p>Dans les rapports de vérifications associés, réalisées respectivement le 1/10/2024 et le 26/11/2025, des observations sont néanmoins relevées concernant des composants détériorés au sein de la zone bureau (3 relevés en 2025) et de la zone stockage (1 relevé en 2024).</p> <p>Ne s'agissant pas d'observations récurrentes, l'Inspection déduit que l'exploitant a mis en place les actions nécessaires afin de lever l'observation de 2024 quand bien même il n'a pas présenté les justificatifs associés. Un registre permettant de tracer les observations relevées par les organismes de contrôle et les actions correctives apportées pourraient être une bonne pratique afin de répondre à ce constat.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de mettre en œuvre, sous 2 mois, les actions correctives permettant de répondre aux observations relevées dans le rapport complet de vérification des installations électriques en date du 26/11/2025 et d'apporter les justificatifs à l'Inspection en suivant.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>

N° 7 : Comportement au feu des bâtiments

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 2.4</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Résistance au feu des bâtiments</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les locaux abritant l'installation présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - murs et planchers hauts coupe-feu de degré une heure ; - couverture incombustible ; - portes intérieures coupe-feu de degré une heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ; - porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré une heure ; - matériaux de classe A2 s1 d0, ex. M0 (incombustibles). <p>Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.</p>
<p>Constats :</p> <p>Conformément à ce qui a été relevé par l'organisme de contrôle, l'Inspection a constaté l'absence de ferme-porte et de caractère coupe-feu 1h pour les portes intérieures présentes au sein de l'entrepôt (cf. point de constat n°2). Lors de la mise en place des nouvelles huisseries, l'exploitant est par ailleurs invité à y intégrer une signalétique permettant de rappeler au personnel le caractère coupe-feu de ces dernières et l'obligation de les maintenir fermées en toutes circonstances.</p>

De plus, interrogé sur la maintenance des systèmes de désenfumage (constitués de 11 treuils et 13 lanterneaux) réalisée par l'exploitant, celui-ci a indiqué que l'entreprise SIA intervenait chaque année. Les rapports faisant suite aux 2 derniers contrôles réalisés les 22/11/2023 et 26/08/2024 ont été consultés sur site et les rapports faisant suite aux contrôles réalisés les 12/12/2024 et 20/11/2025 ont été communiqués à l'Inspection par courriel du 28/11/2025. Quand bien même le rapport de 2023 relève 7 anomalies, les rapports suivants concluent à un « bon état fonctionnel » de ces dispositifs sans anomalie constatée.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection contre le risque incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de secours contre l'incendie

Prescription contrôlée :

L'installation est dotée de moyens de secours contre l'incendie appropriés aux risques et conformes aux normes en vigueur, notamment :

- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou des points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le risque à défendre ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés et/ou avec les produits de décomposition thermique de ces produits stockés ;
- d'une réserve de sable meuble et sec adaptée au risque, sans être inférieure à 100 litres, et des pelles ;
- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours ;
- un neutralisant adapté au risque en cas d'épandage ;
- un système interne d'alerte incendie.

Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

Constats :

Lors de la présente inspection, il a été constaté que le site était équipé conformément à la description faite par l'exploitant dans sa télédéclaration du 26/12/2024, à savoir :

- d'un système de détection incendie,
- d'un système anti-intrusion,
- d'un parc d'extincteurs (au nombre de 30),
- d'une installation de robinets d'incendie armés (6 RIA).

L'exploitant a ainsi présenté à l'Inspection les derniers rapports de vérifications annuelles de ces équipements. Ces derniers, faisant suite aux contrôles réalisés le 22/09/2025 par l'entreprise Vinci pour le système de détection incendie et par l'entreprise Desautel le 10/04/2025 pour ce qui concerne les extincteurs et RIA, ne présentent pas d'observations.

Lors de la visite du site, il a été constaté l'affichage des consignes de sécurité relatives notamment aux règles à appliquer en cas de déversement de produits et en cas d'incendie ainsi que le plan des zones à risques intégrant les moyens de lutte contre l'incendie mis en place. La zone ATEX est par ailleurs signalée.

Il a par ailleurs été constaté, par sondage, que les extincteurs et RIA contrôlés disposaient d'une étiquette sur laquelle était indiquée la date de 04/2025, soit celle du dernier contrôle Q4.

Il a cependant été constaté que plusieurs extincteurs présents sur le site n'étaient pas accessibles en raison de l'aménagement actuel du stockage, les rendant ainsi inopérants.

De plus, il a été constaté un accès à la centrale incendie obstrué par des palettes de produits rendant ainsi difficile la prise en compte des alarmes associées.

Dans l'entrepôt principal ayant vocation à stocker des matières premières dans des IBC ou dans des bidons, il a été constaté la présence de neutralisant et d'absorbant en quantité cependant limitée. Dans le local dédié aux poudres, l'exploitant a indiqué mettre à disposition de son personnel un balai et une pelle en cas de déversement de produits au sol.

Il a par ailleurs été constaté la présence de 2 poteaux incendie à moins de 200 mètres de l'entrepôt, l'un situé à l'entrée du site et le second sur la voie d'accès au site.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit, sans délai, laisser les RIA et extincteurs accessibles en toutes circonstances et s'assurer de leur bonne signalisation.

Il doit par ailleurs s'assurer, sous 7 jours, de pouvoir accéder rapidement et facilement à la centrale de détection incendie afin d'identifier, si besoin, les alarmes déclenchées afin d'y apporter une réponse adaptée.

De plus, l'exploitant doit s'assurer en toutes circonstances de disposer d'une réserve d'au moins 100 litres d'absorbant adapté au risque.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours

N° 9 : Localisation des risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 23/12/1998, article Annexe I - 4.3

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de localisation des risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur l'environnement, la sécurité publique ou le maintien en sécurité de l'installation.

L'exploitant détermine pour chacune de ces parties de l'installation la nature du risque (incendie, atmosphères explosives ou émanations toxiques, etc.). Ce risque est signalé.

Constats :

Lors de la présente visite, l'exploitant a présenté le plan des installations indiquant les différentes zones de dangers. Il a par ailleurs été constaté l'affichage de ce plan au sein de l'entrepôt. Il a cependant été relevé la présence d'un ancien plan, datant probablement de l'ancien exploitant, qui doit être retiré au plus vite.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit s'assurer, sous 7 jours, de mettre à disposition de son personnel et des services d'incendie et de secours, des documents ayant trait uniquement à ses installations.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 7 jours